

STATUTS

SARL AUTOLOC 72

Société à responsabilité limitée

au capital de 7.500 euros

Siège social : 88, avenue du Général Leclerc

72000 LE MANS

SARL AUTOLOC 72
Société à responsabilité limitée
au capital de 7.500 euros
Siège social : 88, avenue du Général Leclerc
72000 LE MANS

STATUTS

Les soussignées :

- **Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN**
née le 29 juillet 1979 à Chambray Les Tours (Indre et Loire)
de nationalité française

- **Monsieur Christophe TRIFAULT**
né le 10 novembre 1970 à Le Mans (Sarthe)
de nationalité française

demeurant ensemble "Marcillé", 72210 CHEMIRE LE GAUDIN

mariés sous le régime de la communauté légale

Ont décidé de constituer entre eux une société à responsabilité limitée et ont adopté les statuts établis ci-après :

SARL AUTOLOC 72
Société à responsabilité limitée
au capital de 7.500 euros
Siège social : 88 avenue du Général Leclerc
72000 LE MANS

STATUTS

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé, entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée régie par les lois et règlements en vigueur, ainsi que par les présents statuts.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- Toutes activités de location de tous types de véhicules terrestres à moteurs sans chauffeur ;
- Le négoce de tous types de véhicules terrestres à moteurs (neufs ou d'occasions) ;
- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements et fonds de commerce se rapportant à l'une des activités spécifiées ci-dessus ;
- Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est :

SARL AUTOLOC 72

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "SARL" et de l'énonciation du montant du capital social.

En outre, la Société doit indiquer en tête de ses factures, notes de commandes, tarifs et documents publicitaires, ainsi que sur toutes correspondances et récépissés concernant son activité et signés par elle ou en son nom, le siège du tribunal au greffe duquel elle est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés, et le numéro d'immatriculation qu'elle a reçu.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé :

88, avenue du Général Leclerc, 72000 LE MANS

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe par une simple décision de la gérance, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale extraordinaire, et en tout autre lieu en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Le capital social est constitué par les apports suivants :

Apports en numéraire

Il est apporté en numéraire :

- par **Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN**, la somme de cinq mille euros, ci 5.000 €
- par **Monsieur Christophe TRIFAULT**, la somme de deux mille cinq cent euros, ci 2.500 €

Soit au total la somme de sept mille cinq cent euros (7.500 €), déposée intégralement à un compte ouvert au nom de la société en formation à la banque CREDIT MUTUEL, agence de LE LUDE (Sarthe), ainsi qu'en atteste un certificat de ladite banque.

Dispositions pour les apporteurs mariés sous le régime de la communauté des biens.

Conformément aux dispositions de l'article 1832-2 du Code civil,

Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN et Monsieur Christophe TRIFAULT mariés sous le régime de la communauté de biens et apporteurs de deniers dépendant de cette communauté, se donnent mutuellement acte de l'avertissement prévu par l'article 1832-2 du Code civil, la qualité d'associé étant reconnue à chacun des époux.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à sept mille cinq cents euros (7.500 €).

Il est divisé en 75 parts sociales de 100 euros chacune, entièrement libérées.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

- à **Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN** à concurrence de cinquante parts sociales, numérotée de 01 à 50, ci 50 parts
- à **Monsieur Christophe TRIFAULT**, à concurrence de vingt-cinq parts sociales, numérotée de 51 à 75, ci 25 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 75 parts

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales représentant le capital social leur appartiennent, sont réparties entre eux dans les proportions indiquées ci-dessus correspondant à leurs apports respectifs et qu'elles sont toutes souscrites et libérées comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

1. Le capital social peut être augmenté, soit par création de parts nouvelles, soit par majoration du montant nominal des parts existantes, en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés.

Si l'augmentation de capital est réalisée, soit en totalité, soit en partie, par des apports en nature, la décision des associés relative à l'augmentation de capital doit contenir l'évaluation de chaque apport en nature, au vu d'un rapport annexé à cette décision et établi sous sa responsabilité par un Commissaire aux apports, désigné par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête de la gérance.

2. Le capital peut également être réduit en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit, mais en aucun cas elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

3. Si l'augmentation ou la réduction du capital fait apparaître des rompus, les associés devront faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou de toute cession de droits d'attribution ou de parts anciennes pour obtenir l'attribution d'un nombre entier de parts nouvelles.

ARTICLE 11 - EMISSION D'OBLIGATIONS

Si la Société est tenue, en vertu des dispositions légales, d'avoir un Commissaire aux Comptes et que les comptes des trois derniers exercices de douze mois ont été régulièrement approuvés par les associés, elle peut, sans faire appel public à l'épargne, émettre des obligations nominatives conformément à l'article L. 223-11 du Code de commerce. Ce sont des titres négociables qui, dans une même émission, confèrent les mêmes droits de créance pour une même valeur nominale.

L'émission d'obligations nominatives est décidée par l'assemblée générale des associés, dans les conditions de majorité requises pour les décisions ordinaires.

Lors de chaque émission d'obligations, la Société doit mettre à la disposition des souscripteurs une notice relative aux conditions de l'émission et un document d'information, conformes aux dispositions des articles R. 223-7 et R. 223-9 du Code de commerce.

Le prix d'émission est payable en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, dans les conditions déterminées par l'assemblée générale des associés.

Les droits des titulaires sont représentés par une inscription en compte dans les registres de la Société.

Les obligataires sont groupés, dans les conditions fixées par la loi, en une masse jouissant de la personnalité morale. A l'issue de la souscription, ils se réuniront en assemblée générale distincte de celle des associés de la Société, à la diligence de la gérance, aux fins de désigner, dans le respect des règles fixées par les articles L. 228-48 et L. 228-49 du Code de commerce, leurs représentants qui ne pourront en aucun cas excéder trois. En cas d'urgence, les représentants de la masse peuvent être désignés par décision de justice à la demande de tout intéressé.

ARTICLE 12 - SOUSCRIPTION, LIBERATION ET REPRESENTATION DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont souscrites en totalité par les associés. Elles sont intégralement libérées lorsqu'elles représentent des apports en nature. Les parts représentant des apports en numéraire sont libérées d'au moins un cinquième de leur montant. La libération du surplus intervient en une ou plusieurs fois sur décision de la gérance, dans un délai qui ne peut excéder cinq ans à compter de l'immatriculation de la société au Registre du commerce et des sociétés.

La Société peut émettre des parts sociales en rémunération d'apports en industrie. Ces parts sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Elles sont attribuées à titre personnel et ne peuvent être cédées. En cas de décès de leur titulaire ou en cas de cessation par celui-ci de ses prestations, elles sont annulées.

En cas d'augmentation de capital, le capital social doit être intégralement libéré avant toute souscription de nouvelles parts sociales à libérer en numéraire, à peine de nullité de l'opération.

Les parts sociales ne peuvent jamais être représentées par des titres négociables.

La propriété des parts résulte seulement des présents statuts, des actes ultérieurs qui pourraient modifier le capital social et des cessions et attributions qui seraient régulièrement réalisées.

Tout défaut de paiement des sommes dues sur le montant non libéré des parts sociales entraîne de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

En outre, lorsqu'il n'a pas été procédé dans le délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé, soit d'enjoindre sous astreinte à la gérance de procéder à des appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS SOCIALES

Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société, dans la propriété de l'actif social et dans le boni de liquidation. Elle donne également droit à une voix dans tous les votes et délibérations.

Les associés ne sont tenus à l'égard des tiers qu'à concurrence du montant de leur apport. Toutefois, ils sont solidairement responsables, à l'égard des tiers, pendant cinq ans, de la valeur attribuée aux apports en nature lors de la constitution de la Société, lorsqu'il n'y a pas eu de commissaire aux apports ou lorsque la valeur retenue est différente de celle proposée par le commissaire aux apports.

La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

ARTICLE 14 - INDIVISIBILITE DES PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque part.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par voie de justice un mandataire chargé de les représenter, conformément aux dispositions de l'article 1844 du Code civil.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-proprétaire pour les décisions collectives extraordinaires et à l'usufruitier pour les décisions collectives ordinaires.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-proprétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

ARTICLE 15 - CESSIION - TRANSMISSION - LOCATION DES PARTS SOCIALES

1 - Cession entre vifs

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou gratuit, à des tiers non associés et quel que soit leur degré de parenté avec le cédant, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales.

Lorsque la Société comporte plus d'un associé, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés par acte d'huissier ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Dans le délai de huit jours à compter de cette notification, la gérance doit convoquer l'assemblée des associés pour qu'elle délibère sur le projet de cession des parts sociales ou consulter les associés par écrit sur ledit projet. La décision de la Société, qui n'a pas à être motivée, est notifiée par la gérance au cédant par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifications prévues au présent alinéa, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé à dire d'expert dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code civil, sauf si le cédant renonce à la cession de ses parts, dans les huit jours de la notification de refus qui lui est faite, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Les frais d'expertise sont à la charge de la Société.

A la demande du gérant, ce délai peut être prolongé par ordonnance du Président du Tribunal de commerce statuant sur requête, sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de racheter les parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus et de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts du cédant. Un délai de paiement, qui ne saurait excéder deux ans, peut, sur justification, être accordé à la Société par le Président du Tribunal de commerce, statuant par ordonnance de référé. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti, aucune des solutions prévues n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement projetée, si toutefois il détient ses parts depuis au moins deux ans ou en a reçu la propriété par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation de son conjoint, d'un ascendant ou descendant ; l'associé qui ne remplit aucune de ces conditions reste propriétaire de ses parts.

2 - Revendication par le conjoint de la qualité d'associé

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il devra être agréé selon les conditions prévues ci-dessus pour les cessions de parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

3 - Transmission par décès

En cas de décès d'un associé, la Société continue entre les associés survivants et les héritiers ou ayants droit de l'associé décédé, et éventuellement son conjoint survivant, sous réserve de l'agrément des intéressés par la majorité fixée pour l'agrément des cessions entre vifs au profit d'un tiers.

Pour permettre la consultation des associés sur cet agrément, les héritiers, ayants droit et conjoint doivent justifier de leur qualité héréditaire dans les trois mois du décès, par production de l'expédition d'un acte de notoriété ou d'un extrait d'intitulé d'inventaire, sans préjudice du droit, pour la gérance, de requérir de toute notaire la délivrance d'expéditions ou d'extraits de tous actes établissant lesdites qualités.

Dans les huit jours qui suivent la production ou la délivrance des pièces précitées, la gérance adresse à chacun des associés survivants, une lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lui faisant part du décès, mentionnant les qualités des héritiers, ayants droit ou conjoint survivant de l'associé décédé et le nombre de parts concernées, et lui demandant de se prononcer sur l'agrément desdits héritiers, ayants droit ou conjoint survivant.

La gérance peut également consulter les associés lors d'une assemblée générale extraordinaire qui devra être convoquée dans le même délai de huit jours que celui prévu ci-dessus.

La décision prise par les associés n'a pas à être motivée. Elle est notifiée aux héritiers et ayants droit dans le délai de trois mois à compter de la production ou de la délivrance des pièces héréditaires. A défaut de notification dans ledit délai, le consentement à la transmission des parts est acquis.

Si les héritiers, ayants droit ou conjoint survivant ne sont pas agréés, les associés survivants sont tenus de racheter ou de faire racheter leurs parts dans les conditions prévues ci-dessus pour les transmissions entre vifs.

4. Dissolution de communauté ou de Pacs du vivant de l'associé

En cas de liquidation de communauté légale ou conventionnelle de biens ayant existé entre un associé et son conjoint, l'attribution de parts communes au conjoint qui ne possédait pas la qualité d'associé est soumise à l'agrément des associés, dans les mêmes conditions que celles prévues pour l'agrément d'un tiers non associé.

En cas de dissolution d'un Pacs, la liquidation de parts indivises sera effectuée par application des dispositions des articles 515-6, alinéa 1 et 831 du Code civil, avec possibilité d'attribution préférentielle des parts à l'autre partenaire par voie de partage, à charge de soulte s'il y a lieu.

5 - Location des parts sociales

La location des parts sociales est interdite.

ARTICLE 16 - DECES, INTERDICTION, FAILLITE D'UN ASSOCIE

La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction de gérer, la liquidation judiciaire ou la faillite personnelle d'un associé.

ARTICLE 17 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

Le ou les premiers gérants sont nommés par les associés dans un acte séparé aussitôt après la signature des statuts.

En cours de vie sociale, le ou les gérants sont nommés par décision d'un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants.

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans ses rapports avec les tiers, le Gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour représenter la Société et agir en son nom en toute circonstance, sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi que ces derniers en ont eu connaissance.

Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la société, tous actes de gestion, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle soit conclue.

Le gérant est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales.

Le gérant peut mettre les statuts de la Société en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements, sous réserve de ratification par les associés statuant dans les conditions requises pour les décisions extraordinaires.

Tout gérant, associé ou non, nommé dans les statuts ou en dehors d'eux, est révocable par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales. Si cette majorité n'est pas obtenue, les associés sont, selon le cas, convoqués ou consultés une seconde fois, et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à des dommages-intérêts.

En outre, le gérant est révocable par le Président du Tribunal de commerce pour cause légitime, à la demande de tout associé.

Le gérant peut démissionner de ses fonctions à charge pour lui d'informer chacun des associés au moins trois mois à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le décès ou le retrait du gérant n'entraîne pas la dissolution de la Société.

CT CC

En cas de cessation des fonctions du gérant pour quelque cause que ce soit, la mention de son nom dans les statuts peut être supprimée à la majorité simple des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les gérants sont responsables, individuellement ou solidairement selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Si plusieurs gérants ont coopéré aux mêmes faits, le tribunal détermine la part contributive de chacun d'eux dans la réparation du dommage.

Aucune décision de l'Assemblée ne peut avoir pour effet d'éteindre une action en responsabilité contre les gérants pour fautes commises dans l'accomplissement de leur mandat.

ARTICLE 18 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article L. 223-35 du Code de commerce.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leur mission dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 19 - CONVENTIONS ENTRE UN GERANT OU UN ASSOCIE ET LA SOCIETE

La gérance ou, s'il en existe un, le Commissaire aux Comptes présente à l'Assemblée ou joint aux documents communiqués aux associés en cas de consultation écrite, un rapport sur les conventions intervenues entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'Assemblée statue sur ce rapport qui doit contenir les mentions suivantes :

- l'énumération des conventions soumises à l'approbation de l'assemblée des associés ;
- le nom des gérants ou associés intéressés ;
- la nature et l'objet des dites conventions ;
- les modalités essentielles de ces conventions, notamment l'indication des prix ou tarifs pratiqués, des ristournes et commissions consenties, des délais de paiement accordés, des intérêts stipulés, des sûretés conférées et, le cas échéant, toutes autres indications permettant aux associés d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées ;
- l'importance des fournitures livrées ou des prestations de services fournies, ainsi que le montant des sommes versées ou reçues au cours du dernier exercice.

Le gérant ou l'associé intéressé ne peut pas prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Toutefois, s'il n'existe pas de Commissaire aux Comptes, les conventions conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'Assemblée.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant, et s'il y a lieu, pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la Société.

Ces dispositions s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés autres que les personnes morales de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique aux conjoint, ascendants et descendants des gérants ou associés ainsi qu'à toute personne interposée et aux représentants légaux des personnes morales associées.

ARTICLE 20 - DECISIONS COLLECTIVES

1 - En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés et le quart des parts sociales.

2 - Les associés sont convoqués aux assemblées par la gérance, ou à défaut, par le Commissaire aux Comptes, s'il en existe un, ou encore à défaut, par un mandataire désigné en justice à la demande de tout associé. Un ou plusieurs associés, détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés et le quart des parts sociales, peuvent demander la réunion d'une assemblée.

L'assemblée ne peut se tenir avant l'expiration du délai de communication aux associés des documents prévus par les dispositions législatives et réglementaires.

En cas de décès du gérant unique, le Commissaire aux Comptes ou tout associé convoque l'assemblée des associés à seule fin de procéder à son remplacement, dans les formes et délais prévus par les dispositions réglementaires.

La convocation est faite par lettre recommandée adressée aux associés quinze jours au moins avant la date de réunion. Elle contient l'ordre du jour de l'assemblée arrêté par l'auteur de la

convocation. Toutefois, lorsque l'assemblée est convoquée, en raison du décès du gérant unique, par le Commissaire aux Comptes ou un associé, le délai est réduit à huit jours. Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés sont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

L'assemblée des associés se réunit au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation. Elle est présidée par le gérant ou l'un des gérants ou, si aucun d'eux n'est associé ou en cas de décès de l'associé-gérant unique, par l'associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si deux associés possédant ou représentant le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal contenant les mentions réglementaires, établi et signé par le ou les gérants, et le cas échéant, par le président de séance. S'il n'a pas été établi de feuille de présence, le procès-verbal doit être signé par tous les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

3 - En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu. Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 - Les procès-verbaux sont établis sur un registre coté et paraphé ou sur des feuilles mobiles également cotées et paraphées, dans les conditions réglementaires.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des assemblées sont valablement certifiées conformes par un seul gérant.

ARTICLE 21 - DECISIONS COLLECTIVES ORDINAIRES

Sont qualifiées d'ordinaires, les décisions des associés ne concernant ni les modifications statutaires ni l'agrément de cession ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Dans les six mois de la clôture de chaque exercice, les associés sont réunis en assemblée pour statuer sur les comptes dudit exercice et l'affectation des résultats.

Les décisions collectives ordinaires sont adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont, selon les cas, convoqués ou consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, à la condition expresse de ne porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

ARTICLE 22 - DECISIONS COLLECTIVES EXTRAORDINAIRES

Sont qualifiées d'extraordinaires les décisions ayant pour objet de modifier les statuts ou d'agréer les cessions ou mutations de parts sociales, droits de souscription ou d'attribution.

Les décisions extraordinaires ne sont valablement prises que si elles ont été adoptées :

- à l'unanimité, en cas de changement de nationalité de la Société, d'augmentation des engagements d'un associé ou de transformation de la Société en société en nom collectif, en société en commandite simple ou par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile,
- à la majorité en nombre des associés représentant au moins les deux tiers des parts sociales, en cas d'agrément de nouveaux associés ou d'autorisation de nantissement des parts,
- par des associés représentant au moins la moitié des parts sociales, s'il s'agit d'augmenter le capital par incorporation de bénéfices ou de réserves.

Pour toutes les autres modifications statutaires, l'assemblée ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des parts et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Dans l'un ou l'autre de ces deux cas, les modifications sont décidées à la majorité des deux tiers des parts détenues par les associés présents ou représentés.

ARTICLE 23 - DROIT DE COMMUNICATION, D'INFORMATION ET DE CONTROLE DES ASSOCIES

Tout associé dispose d'un droit de communication permanent dont l'étendue et les modalités d'exercice sont déterminées par les dispositions réglementaires en vigueur.

Avant toute assemblée ou consultation écrite, les associés ont le droit d'obtenir communication de documents et d'informations qui leur sont adressés ou qui sont mis à leur disposition dans les conditions fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Tout associé non gérant peut, deux fois par an, poser par écrit des questions à la gérance sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse écrite de la

gérance doit intervenir dans le délai d'un mois et est communiquée au Commissaire aux Comptes, s'il en existe un.

Un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social peuvent, soit individuellement, soit en se groupant sous quelque forme que ce soit, demander en justice la désignation d'un ou plusieurs experts chargés de présenter un rapport sur une ou plusieurs opérations de gestion. Les conditions de sa nomination et de l'exercice de sa mission sont prévues par la loi et les règlements.

ARTICLE 24 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1^{er} octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

Par exception, le premier exercice commencera le jour de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés et se terminera le 30 septembre 2012.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse un inventaire de l'actif et du passif de la Société, ainsi que des comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe).

Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis par la Société est annexé à la suite du bilan, ainsi qu'un état des sûretés consenties par elle.

La gérance établit un rapport de gestion sur la situation de la Société et son activité au cours de l'exercice écoulé, les résultats de cette activité, les progrès réalisés et les difficultés rencontrées, l'évolution prévisible de cette situation, et les perspectives d'avenir, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, enfin les activités en matière de recherche et de développement.

Les comptes annuels sont établis après chaque exercice selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que les années précédentes, sauf si un changement exceptionnel est intervenu dans la situation de la Société.

La gérance procède, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice aux provisions et amortissements nécessaires.

Si à la clôture de l'exercice, la Société répond à l'un des critères définis par décret, la gérance est tenue d'établir une situation de l'actif réalisable et disponible, valeurs d'exploitation exclues, et du passif exigible, un compte de résultat prévisionnel, un tableau de financement en même temps que le bilan annuel et un plan de financement prévisionnel, dans les conditions et selon la périodicité prévues par les dispositions légales et réglementaires.

Les comptes annuels, le rapport de gestion et le texte des résolutions proposées sont mis à la disposition du Commissaire aux Comptes un mois au moins avant la convocation de l'assemblée. Ces mêmes documents, et le cas échéant, le rapport du Commissaire aux Comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée appelée à statuer sur les comptes.

ARTICLE 25 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Le bénéfice (ou la perte) de l'exercice apparaît dans le compte de résultat par différence entre les produits et les charges de l'exercice et après déduction des amortissements et provisions.

Sur ce bénéfice, diminué éventuellement des pertes antérieures, sont prélevées les sommes à porter en réserve en application de la loi, et en particulier à peine de nullité de toute délibération contraire, une somme correspondant à un vingtième pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence de sommes distribuables, l'Assemblée Générale détermine la part attribuée aux associés sous forme de dividendes. A défaut de décision contraire prise à l'unanimité, la part de chaque associé est proportionnelle au nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

Les modalités de mise en paiement des dividendes votés par l'Assemblée Générale sont fixées par elle ou, à défaut, par la gérance.

Le paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximum de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

ARTICLE 26 - PROROGATION

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, la gérance doit provoquer une réunion de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour les décisions collectives extraordinaires, si la Société doit être prorogée.

ARTICLE 27 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

ARTICLE 28 - TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ

La transformation de la Société en une société d'une autre forme peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité prévues pour la modification des statuts.

Toutefois, la transformation de la Société en société en nom collectif, en commandite simple, en commandite par actions, en société par actions simplifiée ou en société civile exige l'accord unanime des associés.

La transformation en société anonyme est décidée à la majorité requise pour la modification des statuts. Toutefois, elle peut être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent 750 000 euros.

La décision de transformation en société anonyme ou en société par actions simplifiée est précédée du rapport d'un Commissaire aux Comptes inscrit sur la situation de la Société, et du rapport d'un ou plusieurs Commissaires à la transformation désignés, sauf accord unanime des associés, par décision de justice et chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers. Le ou les Commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société. Dans ce cas, il n'est rédigé qu'un seul rapport. Le Commissaire aux Comptes de la Société peut être nommé Commissaire à la transformation.

Les associés statuent sur l'évaluation des biens composant l'actif social et l'octroi des avantages particuliers ; ils ne peuvent les réduire qu'à l'unanimité. A défaut d'approbation expresse des associés mentionnée au procès-verbal, la transformation est nulle.

ARTICLE 29 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'arrivée du terme, sauf prorogation, en cas de réalisation ou d'extinction de son objet, par décision judiciaire pour justes motifs.

La dissolution anticipée peut être décidée à tout moment par décision collective extraordinaire des associés.

La Société est en liquidation dès l'instant de sa dissolution pour quelque cause que ce soit.

La personnalité morale de la Société subsiste, pour les besoins de la liquidation, jusqu'à la clôture de celle-ci. La dissolution de la Société ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter de la date à laquelle elle est publiée au Registre du commerce et des sociétés. La mention "société en liquidation", ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la Société.

Les fonctions de la gérance prennent fin par la dissolution de la Société. La collectivité des associés conserve ses pouvoirs et règle le mode de liquidation ; elle nomme à la majorité des parts sociales un ou plusieurs liquidateurs, choisis parmi ou en dehors des associés, et détermine leurs pouvoirs. La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Ces dispositions ne sont pas applicables si l'associé unique est une personne physique.

ARTICLE 30 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

ARTICLE 31 - REPRISE DES ENGAGEMENTS ANTERIEURS A LA SIGNATURE DES STATUTS ET A L'IMMATRICULATION DE LA SOCIETE - PUBLICITE - POUVOIRS

La Société ne jouira de la personnalité morale qu'à compter du jour de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.

Cependant, il a été accompli avant la signature des présents statuts, pour le compte de la Société en formation, les actes énoncés dans un état annexé aux présents statuts, indiquant pour chacun d'eux l'engagement qui en résulterait pour la Société.

Cet état a été déposé dans les délais légaux au lieu du futur siège social, à la disposition des futurs membres de la Société qui ont pu en prendre connaissance, ainsi que tous les soussignés le reconnaissent. Cet état demeurera annexé aux présentes.

Les soussignées donnent mandat à Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN à l'effet de prendre, au nom et pour le compte de la Société, les engagements suivants :

- Souscrire un emprunt auprès de tous organismes bancaires, d'un montant maximum de 50.000 euros, sur une durée de 7 ans au taux nominal fixe annuel maximal de 3,55 %, hors assurance.

Signer tous actes et pièces, percevoir toutes sommes, accorder les garanties sollicitées par le prêteur et plus généralement faire le nécessaire.

- Représenter la société pour signer l'acte d'acquisition d'un fonds de commerce de locations de voitures sans chauffeur, sis et exploité 88, avenue du Général Leclerc, 72000 LE MANS, appartenant à la société BCT LOCATION, SARL au capital de 15.000 euros dont le siège social est situé ZA La Denisière, 72300 SABLE SUR SARTHE, immatriculée au RCS de LE MANS sous le numéro 524 256 476, représentée par Messieurs Xavier BRUNET et Nicolas CORDE, co-gérants et ce, moyennant le prix principal de 22.500 euros, frais en sus.

Aux termes d'un acte définitif à recevoir de Maître FAYARD, notaire à LE MANS (Sarthe).

En fixer les conditions, signer tous actes et pièces, et plus généralement faire le nécessaire.

L'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés emportera, de plein droit, reprise par elle desdits engagements.

Tous pouvoirs sont donnés à Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN ou au porteur d'un original ou d'une copie des présentes pour effectuer les formalités de publicité relatives à la constitution de la Société et notamment :

- pour signer et faire publier l'avis de constitution dans un journal d'annonces légales dans le département du siège social ;
- pour faire procéder à toutes formalités en vue de l'immatriculation de la Société au Registre du commerce et des sociétés ;
- et généralement, pour accomplir les formalités prescrites par la loi.

Fait à Le Mans, le 22/12/11

En quatre exemplaires originaux

Madame Céline TRIFAULT, née COTTIN
« Lu et approuvé » + signature

Lu et approuvé

Monsieur Christophe TRIFAULT
« Lu et approuvé » + signature

Lu et approuvé

Enregistré à : S I E LE MANS NORD - ENREGISTREMENT
Le 26/12/2011 Borderneau n°2011/2 518 Case n°42
Enregistrement : Exonéré
Total liquidé : zéro euro
Montant reçu : zéro euro
L'Agent

Valérie MARFACHE
Agent administratif

ANNEXE

ETAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIETE EN FORMATION AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

- Les bons de commandes de véhicules auprès des marques IVECO, OPEL et PEUGEOT (voir ci-après)
- Bon de commande pour un encart publicitaire auprès de MEDIA PLAN (voir ci-après),
- Note d'honoraires provisionnelle n° 219/2011 avocat (voir ci-après)

Conformément aux dispositions de l'article R. 210-5 du Code de commerce, cet état sera annexé aux statuts, dont la signature emportera reprise des engagements par la Société dès que celle-ci aura été immatriculée au Registre du commerce et des sociétés.

Bon de commande de véhicule d'occasion avec garantie contractuelle

Gachet de l'établissement-vendeur

Legrand Auto 24

Distributeur et Réparateur Agréé CHEVROLET
SAS au capital de 250 000 Euros
ZI Sud - Route d'Allonnes
72000 LE MANS
Tél. 02 43 72 72 72 - Fax 02 43 72 72 90
Siret 448 837 880 00013 - APE 502 Z

Garantie du véhicule

PREMIUM	SELECT	ACCESS	VU
24 MOIS	12 MOIS <input checked="" type="checkbox"/>	6 MOIS <input type="checkbox"/>	6 MOIS <input type="checkbox"/>
	24 MOIS <input type="checkbox"/>	12 MOIS <input type="checkbox"/>	12 MOIS <input type="checkbox"/>

DURÉE

Je soussigné (Nom, Prénoms): M. J. B. B.
demeurant à (adresse complète): 111 Rue de la République 72000 Le Mans
Nom du vendeur: Legrand Auto 24 Portable: _____
Tel. dom.: 02 43 72 72 72 bureau: _____

Commande du véhicule d'occasion

di-dessous désigne conforme aux dispositions du décret 78.993 du 4 octobre 1978.

1^{er} propriétaire: oui non
Marque: Peugeot Modèle: Peugeot 405
Puissance: 1144 Type: Peugeot 405
Déclinaison du modèle: Peugeot 405
N° de Châssis: 3A4 040 493 256112
Couleur: bleu 1^{er} mise en circulation: 11/01/2001 Non garanti
Kilométrage réel: 52000 Kilométrage au compteur: _____
Date limite de livraison (départ de la garantie): _____
Remise obligatoire d'une fiche signalétique.

Prix total de vente convenu (carte grise en sus):

€ TTC

La présente commande est soumise aux Conditions Générales de Vente et de Garantie mentionnées dans ce bon de commande dont l'acheteur déclare avoir pris connaissance et qu'il accepte sans réserve.

Signature du Vendeur
Précédée de la mention "Lu et Approuvé"

A. Legrand le 11/01/2001
Signature de l'acheteur précédée de la mention
"Lu et Approuvé bon pour commande"

N° de stock: _____

Certificat de garantie n° _____

Raison sociale et adresse de l'établissement vendeur

Legrand Auto 24

Conditions de paiement

Paiement au comptant

Je m'engage

- d'une part, à verser à la signature du présent bon de commande, au Vendeur ci-dessus mentionné et à titre d'acompte, la somme de: _____ € TTC

- d'autre part, à verser à la mise à disposition du véhicule

Le montant du solde du paiement comptant soit:

52000 € TTC

Paiement à crédit

- Le Vendeur s'engage à remettre l'offre préalable de crédit dûment signée, avant toute somme d'argent ou de faire signer le présent bon de commande
- L'acheteur s'engage à verser à la signature du présent bon de commande au Vendeur mentionné et à titre d'acompte, la somme de: _____ € TTC

Montant du crédit demandé

€ TTC

Montant du solde du paiement co

Valeur de reprise

€ TTC

Appellation commerciale: _____

Marque: _____ Puissance: _____ 1^{er} mise en circulation: _____

N° de Châssis: _____ Immatriculation: _____

1^{er} propriétaire OUI NON Date de dernière immatriculation: _____

Kilométrage réel: _____ Kilométrage au compteur: _____

que M. _____ s'engage à livrer le _____ N° _____

en bon état de fonctionnement suivant expertise dressée contradictoirement ce jour tout gage. Nous ne serons responsables de ce véhicule qu'après prise de possession par

59

Bon de commande de véhicule d'occasion avec garantie contractuelle

Cachet de l'établissement vendeur

Legrand Auto 24

Distributeur et Réparateur Agréé CHEVROLET
 SAS au capital de 250 000 Euros
 ZI Sud - Route d'Allonnes
 72000 LE MANS
 Tél. 02 43 72 72 72 - Fax 02 43 72 72 90
 Site: 448 837 880 0013 - APE 502 Z

Garantie du véhicule

PREMIUM	SELECT	ACCESS	VU
34 MOIS	12 MOIS <input type="checkbox"/>	6 MOIS <input type="checkbox"/>	6 MOIS <input type="checkbox"/>
	24 MOIS <input checked="" type="checkbox"/>	12 MOIS <input type="checkbox"/>	12 MOIS <input type="checkbox"/>

DUJÉE

Je soussigné (Nom, Prénoms): M. J. J. J. J.
 demeurant à l'adresse complète: Rue de la République
 Nom du vendeur: Legrand Auto 24 Portable:
 Tel. dom.: 02 43 72 72 72 bureau: 02 43 72 72 90

Commande du véhicule d'occasion

à-dessous désigné conforme aux dispositions du décret 78.993 du 4 octobre 1978.

1^{er} propriétaire: oui non
 Marque: Renault Modèle: Scénic
 Puissance: 1000 Immatriculation: 24
 Déclinaison du modèle: 1.9i
 N° de Chassis: SA1142123456789
 Couleur: bleu
 Kilométrage réel: 10000 Kilométrage au compteur: 10000 Non garanti
 Date limite de livraison (départ de la garantie): 30/09/2004

Prix total de vente convenu (carte grise en sus): 10000 € TTC

La présente commande est soumise aux Conditions Générales de Vente et de Garantie mentionnées dans ce bon de commande dont l'acheteur déclare avoir pris connaissance et qu'il accepte sans réserve.

Signature du Vendeur
 Précédée de la mention "Lu et Approuvé"

A. J. J. J. le 24/09/2004
 Signature de l'acheteur précédée de la mention
 "Lu et Approuvé bon pour commande"

N° de stock: _____

Certificat de garantie n° _____

Raison sociale et adresse de l'établissement vendeur

Conditions de paiement

Paiement au comptant

- Je m'engage
- d'une part, à verser à la signature du présent bon de commande, au Vendeur d'acompte et à titre d'acompte, la somme de: _____ € TTC
 - d'autre part, à verser à la mise à disposition du véhicule

Le montant du solde du paiement comptant soit: 10000 € TTC

Paiement à crédit

- Le Vendeur s'engage à remettre l'offre préalable de crédit dûment signée, avant toute somme d'argent ou de faire signer le présent bon de commande.
- L'acheteur s'engage à verser à la signature du présent bon de commande au Vendeur mentionné et à titre d'acompte, la somme de: _____

Montant du crédit demandé _____ € TTC
 Montant du solde du paiement co _____

Valeur de reprise _____ € TTC

Appellation commerciale: _____
 Marque: _____ Puissance: _____ 1^{er} mise en circulation: _____
 N° de Chassis: _____ Immatriculation: _____
 1^{er} propriétaire OUI NON Date de dernière immatriculation: _____
 Kilométrage réel: _____ Kilométrage au compteur: _____
 que M. _____ s'engage à livrer le _____
 en bon état de fonctionnement suivant expertise dressée contradictoirement ce jour tout gage. Nous ne serons responsables de ce véhicule qu'après prise de possession par

CC

Bon de commande N° 157381

IVECO

Client _____
 Je soussigné _____
 Adresse _____
 Profession _____
 Téléphone _____
 Passe commande ferme par le présent bon du matériel décrit ci-dessous à _____

CACHET DU POINT DE VENTE
GARAGE CRETOT S.A.S.
 Concessionnaire IVECO
 Agent service IRISBUS
 Z.I. Sud - CP 80135
 2 rue Antoine Becquerel
 72026 LE MANS Cedex
 Tél 02 43 84 88 88 - Fax 02 43 84 46 36
 Siret 348 995 283 00010
 SAS au capital de 1 310 000 €
 N° de TVA : RGS Le Mans R 148 995 283

Seul responsable de tout engagement envers l'acheteur

Véhicule(s) commandé(s)

Quantité	Modèle commercial _____	Version _____
	Boîte de vitesse _____	Empattement _____
	Suspension _____	Couple de pont _____
	Cabine _____	Couleur _____
	Toit _____	Pneumatiques _____
	Equipements supplémentaires _____	Prix H.T. _____

Livraison	Prix Total H.T. _____
Délai souhaité _____	T.V.A. _____
Lieu _____	Total T.T.C. _____ A

Reprise	Prix Total H.T. _____
Expertise du _____	T.V.A. _____
Marque _____ N° d'Immatr. _____	Prix net ou T.T.C. _____ B
Type _____ Date de 1 ^{ère} mise en circ. _____	Véhicule libre de tout gage _____
N° Chassis _____ Carrosserie _____	

Règlement Acompte de 10 % du montant HT remis ce jour

Par chèque N° _____ sur _____ **C**

Solde à la livraison _____ **D**

A = B + C + D = _____

Important : La présente commande est régie par les conditions générales de vente figurant ci-contre et au verso. L'acheteur déclare en avoir pris connaissance et les accepter dans leur intégralité. Réserve de propriété : par application de la loi N° 80335 du 12 mai 1980, ainsi que des articles 2367 à 2372 du Code Civil, le vendeur se réserve expressément la propriété du matériel ci-dessus désigné, jusqu'au paiement complet et effectif de son prix en principal et en intérêts.

Commande prise par _____
 M _____
 L'acheteur supportera la charge des risques à compter de la prise de possession du véhicule et s'oblige à souscrire un contrat d'assurance garantissant les risques de perte, vol, ou destruction de celui-ci.
 Fait à _____ le _____
 Signature et cachet de l'acheteur _____

CC
CT

Réf. 350481 - 06 2010

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU CLIENT

Bon de commande N° 157376

IVECO

Client _____

Je soussigné _____

Adresse _____

Profession _____

Téléphone _____

Passer commande ferme par le présent bon du matériel décrit ci-dessous à

CACHET DU POINT DE VENTE
GARAGE CRETOT S.A.S.
 Concessionnaire IVECO
 Agent service IRISBUS
 Z.I. Sud - CP 80135
 2 rue Antoine Becquere
 72026 LE MANS Cedex
 Tél. 02 43 84 88 88 - Fax 02 43 84 46 36
 Siret 348 995 283 00010
 SAS au capital de 1 310 000 €
 APE 501 Z - RCS Le Mans B 348 995 283

Seul responsable de tout engagement envers l'acheteur

Véhicule(s) commandé(s)		
Quantité	Modèle commercial _____	Version _____
	Boîte de vitesse _____	Empattement _____
	Suspension _____	Couple de pont _____
	Cabine _____	Couleur _____
	Toit _____	Pneumatiques _____
Equipements supplémentaires		Prix H.T.
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____
_____	_____	_____

Livraison	Prix Total H.T.
Délai souhaité _____	T.V.A. _____
Lieu _____	Total T.T.C. _____ A

Reprise	Prix Total H.T. _____
Expertise du _____	T.V.A. _____
Marque _____ N° d'immatr. _____	Prix net ou T.T.C. _____ B
Type _____ Date de 1 ^{ère} mise en circ. _____	Véhicule libre de tout gage _____
N° Chassis _____ Carrosserie _____	

Règlement Acompte de 10 % du montant HT remis ce jour	
Par chèque N° _____ sur _____	_____ C
Solde à la livraison _____	_____ D
A = B + C + D = _____	

Important : La présente commande est régie par les conditions générales de vente figurant ci-contre et au verso. L'acheteur déclare en avoir pris connaissance et les accepter dans leur intégralité. Réserve de propriété : par application de la loi N° 80335 du 12 mai 1980, ainsi que des articles 2367 à 2372 du Code Civil, le vendeur se réserve expressément la propriété du matériel ci-dessus désigné, jusqu'au paiement complet et effectif de son prix en principal et en intérêts.

Commande prise par M _____	L'acheteur supportera la charge des risques à compter de la prise de possession du véhicule et s'oblige à souscrire un contrat d'assurance garantissant les risques de perte, vol, ou destruction de celui-ci.	
Fait à _____ le _____	Signature et cachet de l'acheteur	


Ref. 390491 - 06 2010

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU CLIENT

CT CC

Bon de commande N° 157375

IVECO

Client _____
 Je soussigné A. F. ...
 Adresse _____
 Profession _____
 Téléphone 02 43 84 88 88
 Passe commande ferme par le présent bon du matériel décrit ci-dessous à 

CACHET DU POINT DE VENTE
AGENCE CRETOT S.A.S.
 Concessionnaire IVECO
 Agent service IRISBUS
 Z.I. Sud - CP 80135
 2 rue Antoine Becquerel
 72026 LE MANS Cedex
 Tél. 02 43 84 88 88 - Fax 02 43 84 46 36
 Siret 348 995 283 00010
 SAS au capital de 1 310 000 €
 APE 501 Z - RCS Le Mans B 348 995 283

Seul responsable de tout engagement envers l'acheteur

Véhicule(s) commandé(s)					
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <tr> <td style="width: 50px; text-align: center;">Quantité</td> <td style="width: 50px;">Modèle commercial</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">1</td> <td></td> </tr> </table>	Quantité	Modèle commercial	1		Modèle commercial <u>2115000</u> Boîte de vitesse <u>5</u> Suspension _____ Cabine _____ Toit _____ Version <u>211500</u> Empattement <u>3000</u> Couple de pont <u>De 1000</u> Couleur <u>Blanc</u> Pneumatiques <u>Le Mans</u>
Quantité	Modèle commercial				
1					
Equipements supplémentaires <u>231 200 000</u> _____ _____ _____ _____ _____	Prix H.T. _____ _____ _____ _____ _____ _____				
Livraison Délai souhaité <u>15 jours</u> Lieu _____	Prix Total H.T. <u>260 000 x 4 300 €</u> T.V.A. _____ Total T.T.C. _____ A				
Reprise Expertise du _____ Marque _____ N° d'immatr. _____ Type _____ Date de 1 ^{ère} mise en circ. _____ N° Chassis _____ Carrosserie _____ Véhicule libre de tout gage	Prix Total H.T. _____ T.V.A. _____ Prix net ou T.T.C. _____ B				
Règlement Acompte de 10 % du montant HT remis ce jour Par chèque N° _____ sur _____ C Solde à la livraison _____ D					
A = B + C + D =					

Féjl. 390491 - 06 2010

Important : La présente commande est régie par les conditions générales de vente figurant ci-contre et au verso. L'acheteur déclare en avoir pris connaissance et les accepter dans leur intégralité. Réserve de propriété : par application de la loi N° 80335 du 12 mai 1980, ainsi que des articles 2367 à 2372 du Code Civil, le vendeur se réserve expressément la propriété du matériel ci-dessus désigné, jusqu'au paiement complet et effectif de son prix en principal et en intérêts.

Commande prise par M. _____ _____	L'acheteur supportera la charge des risques à compter de la prise de possession du véhicule et s'oblige à souscrire un contrat d'assurance garantissant les risques de perte, vol, ou destruction de celui-ci. Fait à _____ le _____	Signature et cachet de l'acheteur <div style="font-size: 2em; text-align: center;">CT CC</div>
---	---	---

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU CLIENT

Bon de commande N° 157380

IVECO

Client _____
 Je soussigné _____
 Adresse _____
 Profession _____
 Téléphone _____
 Passe commande ferme par le présent bon du matériel décrit ci-dessous à →

CACHET DU POINT DE VENTE

GARAGE CRETOT S.A.S.
 Concessionnaire IVECO
 Agent service IRISBUS
 Z.I. Sud - CP 80135
 2 rue Antoine Becquerel
 72026 LE MANS Cedex
 Tél. 02 43 84 88 88 - Fax 02 43 84 46 38
 Siret 348 995 285 000 10
 SAS au capital de 1 310 000 €
 APE 501 Z - RCS Le Mans 3 458 116 232

Soul responsable de tout engagement envers l'acheteur

Véhicule(s) commandé(s)	
Quantité <u>1</u>	Modèle commercial <u>220000</u> Boîte de vitesse <u>5</u> Suspension _____ Cabine _____ Toit _____
	Version _____ Empattement <u>3200 L</u> Couple de pont _____ Couleur _____ Pneumatiques _____
Equipements supplémentaires _____	Prix H.T. _____
Livraison	Prix Total H.T. <u>36 200 € x 1,230</u>
Délai souhaité _____	T.V.A. _____
Lieu _____	Total T.T.C. _____ A
Reprise	Prix Total H.T. _____
Expertise du _____	T.V.A. _____
Marque _____ N° d'immatr. _____	Prix net ou T.T.C. _____ B
Type _____ Date de 1 ^{ère} mise en circ. _____	Véhicule libre de tout gage _____
N° Chassis _____ Carrosserie _____	
Règlement Acompte de 10 % du montant HT remis ce jour	
Par chèque N° _____ sur _____	C
Solde à la livraison _____	D
A = B + C + D =	

Important : La présente commande est régie par les conditions générales de vente figurant ci-contre et au verso. L'acheteur déclare en avoir pris connaissance et les accepter dans leur intégralité. Réserve de propriété : par application de la loi N° 80335 du 12 mai 1980, ainsi que des articles 2367 à 2372 du Code Civil, le vendeur se réserve expressément la propriété du matériel ci-dessus désigné, jusqu'au paiement complet et effectif de son prix en principal et en intérêts.

Commande prise par M. _____ Fait à _____ le _____	L'acheteur supportera la charge des risques à compter de la prise de possession du véhicule et s'oblige à souscrire un contrat d'assurance garantissant les risques de perte, vol, ou destruction de celui-ci. Signature et cachet de l'acheteur _____	_____ _____ _____
--	--	-------------------------

Réf. 390491 - 06 2010

EXEMPLAIRE DESTINÉ AU CLIENT

CT CC



PEUGEOT

AVO 306m

Bon de commande ou de demande de location d'un véhicule neuf – N°P0450667

Numéro de Proposition : 2313500 Code : 177213
Conseiller : ALEXANDRE MARCHAND Code Apporteur d'Affaires :

Vos coordonnées

NOM ou Raison sociale : SARL AUTOLOC 72 SIRET/SIREN : 00000000000000
Code ESA : CD: Courte durée franchisée
Adresse : 88 AVENUE GENERAL LECLERC Téléphones : 0682082942
72000 LE MANS e-Mail : lemansgare@rentacar.fr

Votre véhicule

Table with columns for vehicle details (Genre, Teinte extérieure, etc.), pricing (Tarif du véhicule, Total Options, etc.), and taxes (H.T., T.T.C.). Includes a section for 'Observations' and a final 'SOMME TOTALE TTC' of 16 579,25 €.

Votre véhicule précédent

Montant de reprise proposé(m) : 0,00 € TTC
Véhicule repris par :
Date de 1ère mise en circulation :
Date d'achat :

(a)La valeur de reprise sera indexée à la valeur Argus au jour de la livraison. L'offre de reprise est valable jusqu'à la date extrême de livraison du véhicule neuf stipulée sur la présente commande sous réserve que le véhicule repris par le vendeur soit libre de tout gage et de toute réserve de propriété et dans un état conforme à l'estimation contradictoire n°... signée par le client en date du... c'est-à-dire sans modification notable de l'état mécanique et/ou de la carrosserie et/ou du kilométrage.

CT CC



PEUGEOT

KYSSIR B T NOT 745 (LA NOUVEAU)

Page 1 sur 6

Bon de commande ou de demande de location d'un véhicule neuf - N°P0450698

Numéro de Proposition : 2313584 Code : 177213
Conseiller : ALEXANDRE MARCHAND Code Apporteur d'Affaires :

Vos coordonnées

NOM ou Raison sociale : SARL AUTOLOC 72 SIRET/SIREN : 00000000000000
Code ESA : CD: Courte durée franchisée
Adresse : 88 AVENUE GENERAL LECLERC Téléphones : 0682082942
72000 LE MANS e-Mail : lemansgare@rentacar.fr

Votre véhicule

Véhicule NEUF : 207 5P Urban Move 1,6L HDi 92ch BVM5		H.T.	T.T.C.
	Tarif du véhicule	15 488,23 €	18 500,00 €
Genre : Véhicule particulier	Total Options	459,86 €	560,00 €
Teinte extérieure : Peinture métallisée Gris Shark	Roue de secours tôle 15" ou 16"	83,61 €	100,00 €
Garnissage intérieur : Tisseu Chilico noir	Peinture métallisée Gris Shark	376,25 €	450,00 €
Puissance fiscale : 5 CV	Tisseu Chilico noir	0,00 €	0,00 €
Boîte de vitesse : BVM5			
TVA au taux de : 19,60%	Total Tarif Options	15 928,09 €	19 050,00 €
Date Tarif : 31/10/2011	Remise commerciale	-2 309,57 €	-2 762,25 €
Référence tarif : 11E	Sous Total	13 618,52 €	16 287,75 €
Usage du véhicule : Professionnel			
N° département souhaité : 72			
Lieu de livraison :			
Date extrême de livraison : 23/12/2011			
Essai proposé / effectué : Non / Non	Sous Total	13 618,52 €	16 287,75 €
	Total Frais Annexes**		291,50 €
	Carte Grise (hors malus éventuel)		175,00 €
	Carte Grise : gestion des certificats		4,00 €
	Carte Grise : redevance acheminements		2,50 €
	Carburant		15,00 €
	Autres frais		95,00 €
Observations	SOMME TOTALE TTC :		16 579,25 €
	Bonus écologique		-400,00 €
			** Payé au comptant à la livraison

Votre véhicule précédent

Marque / Modèle :
Numéro de VIN :
Numéro d'immatriculation :
Km au compteur à ce jour :
Observations :

Montant de reprise proposé^(a) : 0,00 € TTC

Véhicule repris par :
Date de 1ère mise en circulation :
Date d'achat :

(a) La valeur de reprise sera indexée à la valeur Argus au jour de la livraison. L'offre de reprise est valable jusqu'à la date extrême de livraison du véhicule neuf stipulée sur la présente commande sous réserve que le véhicule repris par le vendeur soit libre de tout gage et de toute réserve de propriété et dans un état conforme à l'estimation contradictoire n° _____ signée par le client en date du ___/___/___, c'est-à-dire sans modification notable de l'état mécanique et/ou de la carrosserie et/ou du kilométrage. Dans le cas où le véhicule ne serait plus conforme à cette estimation le jour de la livraison, une seconde estimation contradictoire sera effectuée pour fixer la dépréciation subie par celui-ci. En cas de désaccord, cette réduction sera arbitrée par un tiers choisi par les deux parties.

CT CC



PEUGEOT

Bon de commande ou de demande de location d'un véhicule neuf – N°P0450682

Numéro de Proposition : 2313541 Code : 177213
 Conseiller : ALEXANDRE MARCHAND Code Apporteur d'Affaires :

Vos coordonnées

NOM ou Raison sociale :	SARL AUTOLOC 72	SIRET/SIREN :	00000000000000
Adresse :	88 AVENUE GENERAL LECLERC 72000 LE MANS	Code ESA :	CD: Courta durée franchisée
		Téléphones :	0682082942
		e-Mail :	lemansgare@rentacar.fr

Votre véhicule

Véhicule NEUF :	207 5P Urban Move 1,6L HDi 92ch BVM5		
		H.T.	T.T.C.
	Tarif du véhicule	15 488,23 €	18 500,00 €
Genre :	Véhicule particulier	Total Options	458,86 € 550,00 €
Teinte extérieure :	Peinture métallisée Gris Shark	Roue de secours 16" ou 16"	83,61 € 100,00 €
Garnissage intérieur :	Tissu Chilico noir	Peinture métallisée Gris Shark	376,25 € 450,00 €
Puissance fiscale :	5 CV	Tissu Chilico noir	0,00 € 0,00 €
Boîte de vitesse :	BVM5		
TVA au taux de :	19,60%	Total Tarif Options	15 928,09 € 19 050,00 €
Date Tarif :	31/10/2011	Remise commerciale	-2 309,57 € -2 762,25 €
Référence tarif :	11E	Sous Total	13 618,52 € 16 287,75 €
Usage du véhicule :	Professionnel		
N° département souhaité :	72	Sous Total	13 618,52 € 16 287,75 €
Lieu de livraison :		Total Frais Annexes**	291,60 €
Date extrême de livraison :	23/12/2011	Carte Grise (hors malus éventuel)	175,00 €
Essai proposé / effectué :	Non / Non	Carte Grise : gestion des certificats	4,00 €
		Carte Grise : redevance acheminements	2,50 €
		Carburant	15,00 €
		Autres frais	95,00 €
Observations		SOMME TOTALE TTC :	16 579,25 €
		Bonus écologique	-400,00 €
			** Payé au comptant à la livraison

Votre véhicule précédent

Marque / Modèle :		Montant de reprise proposé ^(a) :	0,00 € TTC
Numéro de VIN :			
Numéro d'immatriculation :		Véhicule repris par :	
Km au compteur à ce jour :		Date de 1ère mise en circulation :	
Observations		Date d'achat :	

(a) La valeur de reprise sera indexée à la valeur Argus au jour de la livraison. L'offre de reprise est valable jusqu'à la date extrême de livraison du véhicule neuf stipulée sur la présente commande sous réserve que le véhicule repris par le vendeur soit libre de tout gage et de toute réserve de propriété et dans un état conforme à l'estimation contradictoire n° _____ signée par le client en date du ___/___/___, c'est-à-dire sans modification notable de l'état mécanique et/ou de la carrosserie et/ou du kilométrage. Dans le cas où le véhicule ne serait plus conforme à cette estimation le jour de la livraison, une seconde estimation contradictoire sera effectuée pour fixer la dépréciation subie par celui-ci. En cas de désaccord, cette réduction sera arbitrée par un tiers choisi par les deux parties.

CT CC

LE SOUSCRIPTEUR

Date de Souscription : 13/10/2011

BDC N° : 02621

Raison sociale : *Le Mans* Représenté par : *Mme Faubert*

Adresse complète : *88 Rue du Général Leclerc*

Code Postal : *72000* Ville : *Le Mans*

Tél : *02 43 77 92 33* Fax : Email : *loma@pre@leclerc.fr*

ZONE A PLAN SOUHAITÉE *Le Mans* **SITE INTERNET** **ICM** **ÉLÉMENTS TECHNIQUES**

SURFACE 1 SURFACE 2 SURFACE 3 SURFACE 4 SURFACE 5 SURFACE 6 REPERE FLECHE

SURFACE CHOISIE : *43m x 63m* MONTANT H.T. : *60€*

REPERE LOGO : */* T.V.A. 19.6% : *11.60€*

FRAIS TECHNIQUES DIVERS : */* TOTAL T.T.C. : *71.60€*

REGLEMENT SUR..... ECHEANCE(S) - CHEQUE A L'ORDRE D'ICF

<p>COMMENTAIRES ET OBSERVATIONS</p> <p><i>Le bon ad client</i></p> <p><i>J. Faubert</i></p>	<p>SIGNATURE ET CACHET DE L'ANNONCEUR</p> <p>MENTION « LU ET APPRUEVÉ »</p> <p>BCT LOCATION 88 Av du Général Leclerc 72000 LE MANS Tél : 02 43 77 92 33 Siret : 524 256 476 00028 - APE 7711 A</p>
--	--

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE I.C.F. - INSTITUT CARTOGRAPHIQUE FRANÇAIS

Le présent contrat, sous la responsabilité unique de l'annonceur qui déclare que l'impression demandée est conforme à l'ensemble des lois et règlements en vigueur, est signé par le client sur un bon de commande précise dirigé, notifié à l'annonceur, la responsabilité de l'impression étant assurée par l'annonceur, en signant ce document, accepte sans réserve les conditions de vente et renonce à toute application de ses éventuelles Conditions Générales d'Achat. Ce bon de commande ne présente aucun rapprochement direct ou indirect avec une quelconque Collection I.C.F. ou toute autre publication. Le seul document contractuel représentant l'acte de vente est le présent bon de commande. Le Bon de Commande fait l'objet de l'acte de vente et est régi par ses articles. Sa validité est limitée à la date de sa délivrance. Toute facture ou quittance sera transmise dans un délai raisonnable. La forme matérielle, l'événement extérieur, imprévisible et évitable pour l'imprimeur. En cas de manquement à ses obligations, l'imprimeur n'est pas responsable en cas de force majeure et précède les effets de ses engagements. L'annonceur I.C.F. n'est pas responsable notamment en cas de retard, d'annulation, d'interruption de la fourniture d'énergie, de matières premières ou de pièces détachées, ainsi que les graves troubles ou accidents de force majeure affectant la fabrication de la société. Les frais liés aux graves troubles, aux services fournis. La responsabilité d'un bon de force majeure a pour effet de suspendre l'exécution des obligations contractuelles. L'annonceur I.C.F. se réserve le droit de refuser l'impression d'une annonce effectuée dans un délai de 15 jours après la date de la publication. L'imprimeur ne peut garantir ou proposer d'effectuer de tous genres et plus précisément quant à la localisation d'un message sur un secteur d'activité ou d'un pays. L'acceptation de souscription est considérée comme l'acceptation par le client de l'annonceur que l'annonceur ou l'imprimeur (sauf erreur) ne peut garantir l'emplacement demandé par l'annonceur quelle que soient les stipulations portées sur le contrat de souscription. La parution de la cartographie selon ce contrat concerne un délai maximum de douze (12) mois à compter de la date de signature de commande (premier contrat). Dans le cas où il n'y aurait pas le nombre suffisant d'annonceurs pour la réalisation d'un plan ou d'un atlas ou d'un autre produit éditorial, l'imprimeur se réserve le droit de reporter les annonces sur une autre date de parution et plus précisément sur le département où se situe le commerce ou l'entreprise du souscripteur.

L'imprimeur s'engage au regard de son contrat annuel garanti. Les sites de parutions ne sont mentionnés que sur demande. Les services techniques offerts au l'annonceur de l'imprimeur I.C.F. pourra communiquer, de manière verbale ou sur support papier, l'information précise de date de parution. La diffusion, distribution ou l'usage est pris en charge par l'un des distributeurs agréés de l'imprimeur. Sur simple demande et après diffusion l'imprimeur pourra réclamer une copie des feuilles de route comme preuve de distribution. Les bons de commande conservent, donc, leur plein effet en cas de retard dans la parution ou dans la distribution, quel que soit le motif invoqué. Ce bon de commande ne peut être en aucun cas être annulé. Effectivement, cette annulation, quel que soit le motif invoqué, ne peut être effectuée. Les dispositions des articles 121-21 et suivants, de code de la consommation ne sont pas applicables. Aucun droit de rétractation n'est donc opposable, quelle qu'en soit la nature et des conditions générales de vente. Le bon de commande fait l'objet de l'acte de vente et est régi par ses articles. Le client se réserve le droit d'annuler ou d'empêcher la commande. Le client, en signant ce bon de commande, s'engage à payer le montant de plein droit à l'imprimeur et en totalité sans préjudice de éventuelles autres poursuites qui pourraient en résulter. Les sites de parutions sont fournis à titre purement indicatif et sans garantie, un retard n'affecte pas l'imprimeur à l'égard de la vente, à moins que l'annonceur ne bénéficie de garanties et crédits. Les inscriptions inscrites aux feuilles de route ou client auquel appartient ou vendue le bon de commande de la livraison. Cette vérification doit porter sur la qualité, les quantités et la répartition des marchandises ainsi que leur conformité à la commande. Aucune réclamation fondée de réclamation sera prise en compte après un délai de sept jours à compter du jour de la livraison. Les modalités d'application et le taux d'intérêt des pénalités infligées aux clients / Annonceurs en cas de retard de paiement est égal à celui de la Banque centrale européenne, majoré de 10 points (soit 11,5 % actuellement). Le montant des escomptes proposés aux clients en cas de paiement effectif avant l'échéance prévue est de 3%. Toutes contestations ou réquisitions relatives aux ventes réalisées par le service I.C.F. et à l'application de la législation des présentes Conditions Générales de Vente, seul sera compétent le Tribunal de commerce de la plus proche du siège social de l'imprimeur I.C.F.

CONTRAT D'ADHESION VALABLE 1 an - non reco
ce bon de commande est un contrat



MÉDIA PLANS L'INSTITUT CARTOGRAPHIQUE FRANÇAIS
 73 RUE DU FAUBOURG POISSONNIERE, 75009 PARIS
 TEL 01 47 70 08 69 • FAX 01 47 70 00 15 • WWW.INSTITUT-ICF.FR • MAIL: icf.societe@orange.fr
 N°SIRET : 523 554 061 000 11 • CODE NAF : 6311Z - TVA FR 745 235 540 61 • SARL AU CAPITAL DE 40 000 EUROS



CT CC

PHILIPPE CONDÉ PIQUER

Avocat au Barreau du Mans

SPÉCIALISTE EN DROIT DES SOCIÉTÉS

1 Impasse René Lebrun, Bât. A1, 72000 Le Mans Tél. : 02 43 75 01 17 ou 06 08 627 342 - Fax : 02 43 41 33 65

le 6 octobre 2011

Société AUTOLOC 72

Madame Céline TRIFAULT
88 avenue du Général Leclerc

72000 LE MANS

Affaire : AUTOLOC 72

NOTE D'HONORAIRES PROVISIONNELLE N°219 / 2011
POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ AUTOLOC 72 EN FORMATION OU POUR LE COMPTE
DE TOUTES AUTRES SOCIÉTÉS QUI POURRAIENT SY SUBSTITUER

Nature de l'intervention :

Assistance à acquisition d'entreprise

Etat des sommes dues:

Provision sur Honoraires 800, 00 €

à ajouter :

T.V.A. (19, 6 % x 800 €)..... 156, 80 €

Total dû, T.V.A. Comprise : 956, 80 €

Ph. Condé Piquer

CT CC